

Quest-France Calvados
Mercredi 24 mai 2017

Adjudications immobilières

SCP DOREL LECOMTE MARGUERIE

Avocat
136, boulevard Laperle, 14000 CAEN
Téléphone au 02 31 50 20 89

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

UN APPARTEMENT DE TYPE T2 (1ER ETAGE)

Dans un ensemble immobilier de bonne résidence Le Genève sis
5, rue Charonne Calvados, 14000 CAEN
Cadastré section M/N n° 101 et 105 comprenant les lots n° 15, 41 et 58
Appartement : entrée, cuisine, séjour, wc, salle de bains, chambre, (superficie
totale 40,25 m²)
Cave.

L'adjudication aura lieu au palais de Justice de Caen, sis dite ville 11, rue Dumont
d'Urville
Le 29 juin 2017 à 14 h 00

A la requête et diligence de : le Syndicat des copropriétaires de la Résidence
Le Genève, agissant pour suite et diligence de son syndic en la personne de la
SAS Caen Immobilier, exerçant sous enseigne Le Strat Immobilier, dont le siège
social est : 122, boulevard Leclerc, 14000 Caen prise en la personne de ses repré-
sentants légaux, domiciliés en cette qualité au siège
Il sera procédé, aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur
des immeubles, ci-dessus désignés.

La mise à prix fixée par le poursuivant est de 31 500 euros (trente et un mille cinq cents euros)

Frais en sus
Note : les frais liés pour parvenir à la vente seront payables par l'adjudicataire de
l'objet, en sus de son prix, à l'expiration du délai de surenchère de dix jours, entre
les mains et sur quittances de l'avocat poursuivant la vente.
Les enchères ne seront reçues que par ministère d'avocat et par tout avocat exer-
çant au Barreau de Caen. Pour enchérir, il est exigé le versement d'une consignation
de 31 000 euros en un chèque de banque ou chèque certifié à l'ordre du
compte séquestre BNP Paribas.
Les enchères seront portées au minimum de 500 euros en 500 euros.

Pour tout renseignement, s'adresser :
1- à la SCP Dorel Lecomte Marguerie au 02 31 50 20 89
2/ au greffe du Juge de l'exécution du Tribunal de grande instance de Caen ou au
cabinet de la SCP Dorel Lecomte Marguerie (sur rendez-vous) pour consultation
du cahier des conditions de vente.
La visite aura lieu sur place par l'intermédiaire du ministère de la SCP A.C.R.
Huissier de Justice à Caen, le 12 juin 2017 de 14 h 00 à 15 h 00.

Avis administratifs

Commune de HERMIVAL-LES-VAUX

Allotissement d'un chemin rural

AVIS

Par arrêté municipal du 18 mai 2017,
M. le Maire a ordonné l'ouverture d'une
enquête du 12 juin au 26 juin 2017 sur le
projet d'allotissement d'une partie du che-
min rural n° 22.

Durant cette période, le dossier sera con-
sultable en mairie aux heures d'ouverture
au public, le mardi de 10 h 00 à 12 h 00,
et le jeudi de 15 h 00 à 18 h 00.
Le commissaire enquêteur sera présent
à la mairie d'Hermival-les-Vaux
-mardi 13 juin 2017 de 10 h 00 à 12 h 00
-jeudi 15 juin 2017 de 15 h 00 à 17 h 00
Pendant la durée de l'enquête, les obser-
vations pourront être consignées sur le
registre ouvert à cet effet, adressées par
correspondance à la mairie, à l'attention
du commissaire enquêteur ou transmises
par voie électronique
hermival.commune@wanadoo.fr.
Son rapport et ses conclusions seront
transmis au maire dans le délai de
30 jours à compter de la clôture de l'en-
quête et tenue à la disposition du public

Communauté de communes
du Pays de Honfleur-Buzenville
(COPHI)

AVIS

Par délibération du 9 mai 2017, le conseil
communautaire a instauré le droit de
préscription urbain (DPU) sur les zones
urbaines et à urbaniser des communes
membres couvertes par un Plan d'occu-
pation des sols (POS) ou un Plan local
d'urbanisme (PLU), ainsi que sur le site
patrimonial remarquable de Honfleur. De
légalisation par ailleurs de ce DPU est don-
née aux communes membres de l'Euve
couvertes par un POS ou un PLU. La dé-
libération est affichée pendant un mois
au siège de la COPHI (53, cours des Fos-
sés, 14600 Honfleur) à l'attention de Bas-
zelle (venue du 49, Royal-Merlin-Com-
mande, 14210 Bazenville), ainsi qu'aux
maires des 23 communes du territoire
elle est consultable dans chacun de ces
lieux, aux jours et heures d'ouverture he-
bdomadaires.

D'ENQUÊTE PUBLIQUE

AVIS

Le public est informé qu'il sera procédé
à une enquête publique sur le projet de
révision du Plan local d'urbanisme de la
commune de Cauvécourt, pendant
31 jours consécutifs, du 13 juin au 13 juil-
let 2017 inclus.

Par arrêté du 19 mai 2017, le président
de la communauté de communes Cingal-
Suisse Normande a ordonné l'ouverture
d'une enquête publique pour le projet de
révision du Plan local d'urbanisme de
Cauvécourt.
Par décision du tribunal administratif de
Caen du 15 mai 2017, M. Patrick Quezzo
directeur ou conseil d'architecture d'ur-
banisme et de l'aménagement de la Mar-
ne à la retraite, a été désigné comme
saisie enquêteur, par le président du
tribunal administratif de Caen.
Les pièces du dossier ainsi qu'un registre
d'enquêtes à feuilles non triées, côté et
paré, par le commissaire enquêteur
seront tenus à la disposition du public au
siège de la communauté de communes
Cingal-Suisse Normande, 4, rue du Docteur-
Gourdin, 14220 Le Hom aux Jours
et heures habituelles d'ouverture (le lundi,
mardi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à
12 h 00, et de 15 h 30 à 17 h 00, le mer-
credi de 8 h 30 à 12 h 00) ainsi qu'à la
mairie de Cauvécourt, aux jours et heures
habituelles d'ouverture (le mardi, le jeudi
de 15 h 30 à 17 h 00 et le mercredi de
8 h 30 à 12 h 00).

Toute personne peut demander des in-
formations au siège de la communauté
de communes Cingal-Suisse Normande.
Toute personne pourra, sur sa demande
et à ses frais, obtenir communication des
dossiers d'enquêtes publiques auprès du
siège de la communauté de communes
Cingal-Suisse Normande.
Les observations, propositions et contre-
propositions pourront également être dé-
posées par courrier électronique, envoyé
à l'adresse : urbanisme@cingal-suisse-normande.fr
Le commissaire enquêteur recevra la pu-
blicité à la mairie de Cauvécourt, es-
-mardi 13 juin 2017 de 15 h 30 à 18 h
-jeudi 15 juin 2017 de 17 h 00 à 19 h
00.

Le commissaire enquêteur recevra la pu-
blicité de la communauté de communes
Cingal-Suisse Normande le
-mardi 27 juin 2017 de 16 h 30 à 18 h 30,
-le jeudi 30 juin 2017 de 16 h 30 à 18 h 30.
La demande de permis au cas par cas
n°1014, autorité environnementale a été
délivrée le 14 mai 2017, de 14 h 00 à
17 h 00, à l'adresse : urbanisme@cingal-suisse-normande.fr
Le commissaire enquêteur recevra la pu-
blicité de la communauté de communes
Cingal-Suisse Normande le
-mardi 13 juin 2017 de 15 h 30 à 18 h
-jeudi 15 juin 2017 de 17 h 00 à 19 h
00.

Le commissaire enquêteur recevra la pu-
blicité de la communauté de communes
Cingal-Suisse Normande le
-mardi 27 juin 2017 de 16 h 30 à 18 h 30,
-le jeudi 30 juin 2017 de 16 h 30 à 18 h 30.
La demande de permis au cas par cas
n°1014, autorité environnementale a été
délivrée le 14 mai 2017, de 14 h 00 à
17 h 00, à l'adresse : urbanisme@cingal-suisse-normande.fr
Le commissaire enquêteur recevra la pu-
blicité de la communauté de communes
Cingal-Suisse Normande le
-mardi 13 juin 2017 de 15 h 30 à 18 h
-jeudi 15 juin 2017 de 17 h 00 à 19 h
00.

Le commissaire enquêteur recevra la pu-
blicité de la communauté de communes
Cingal-Suisse Normande le
-mardi 27 juin 2017 de 16 h 30 à 18 h 30,
-le jeudi 30 juin 2017 de 16 h 30 à 18 h 30.
La demande de permis au cas par cas
n°1014, autorité environnementale a été
délivrée le 14 mai 2017, de 14 h 00 à
17 h 00, à l'adresse : urbanisme@cingal-suisse-normande.fr
Le commissaire enquêteur recevra la pu-
blicité de la communauté de communes
Cingal-Suisse Normande le
-mardi 13 juin 2017 de 15 h 30 à 18 h
-jeudi 15 juin 2017 de 17 h 00 à 19 h
00.

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION LISEUX NORMANDE

AVIS

Par arrêté n° 2017-426 du 18 mai 2017,
le président de la Communauté d'Agglo-
mération Lisieux Normande a autorisé la
modification simplifiée n° 1 du Plan local
d'urbanisme intercommunal de l'Agglo-
mération de communes de Lisieux Nor-
mande.
Ce projet est consultable au siège de la
Communauté d'Agglomération Lisieux
Normande et en mairie de Moyaux.

Modes Sociétés

AVIS DE CONSTITUTION

Au terme d'une assemblée constitutive
en date du 9 mai 2017, il a été décidé
la constitution d'une société.
Forme : SARL
Objet : l'achat, collecté de jeunes en-
fants sous la forme de micro-crèche.
Dénomination : Roussel.
Siège social : 28, rue Nelson-Rochelle,
14220 Bivon.
Durée : 99 ans à compter de son immu-
tation au RCS.
Capital social : 1000 euros.
Gérance : Armandine Roussel, née le
28 mai 1986 à Caen, 1931, et Céline
Roussel, née le 14 mai 1986 à Lisieux.
Geste complet : geste du journal de
commerce de Caen.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Par décision de l'assemblée unique en date
du 18 mai 2017 de la société JL Habla +
société par actions simplifiée uniperson-
nelle au capital de 10 000 euros, siège so-
cial : 5, boulevard des Nations,
14540 Bourguibus, RCS Caen
n° 819 002 1971 la été décidé d'augmen-
ter le capital d'un montant de 20 000 eu-
ros pour le porter de 10 000 euros à
30 000 euros, par souscription en numé-
raire et d'émission de 20 000 parts nou-
velles de 1 euro qui ont été entièrement
souscrites et intégralement libérées
en conséquence l'article 8 des statuts a
été modifié comme suit :
Ancienne mention : le capital social est
fixé à 10 000 euros. Il est divisé en
10 000 parts sociales de 1 euro chacune
numérotées de 1 à 10 000, entièrement
souscrites et libérées entre les associés
en proportion de leurs droits.
Nouvelle mention : le capital social est
fixé à 30 000 euros. Il est divisé en
30 000 parts sociales de 1 euro chacune
numérotées de 1 à 30 000, entièrement
souscrites et libérées entre les associés
en proportion de leurs droits.
L'inscription modificative sera portée au
RCS tenu par le greffe du tribunal de
commerce de Caen.
Pour avis.

dimanche quest

1 journal, 3 cahiers
10€ seulement
Les comptes rendus
et les résultats
des événements
et de matches
samedi
dans le cahier
"sports"

Annonces légales

AVIS DE MARCHÉS PUBLICS

➤ Procédure adaptée article 28
Marchés inférieurs à 25 000 euros HT



ARTISANS, CHEFS D'ENTREPRISES

Cette rubrique est faite pour vous. Tous les mardis et vendredis, consultez les marchés publics, inférieurs à 25 000 euros en procédure adaptée des collectivités, établissements publics et administrations de votre région.

Vous les retrouvez également sur le site : ouestmarches.com

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2016 soit 4,15 € ht la ligne.

Les annonces sont informées que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernés, et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement insérées en ligne dans une base de données numérique centrale. www.actuelgales.fr

Avis administratifs

7159543101

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

La présente enquête publique sera précédée d'une enquête administrative sur le projet de révision du Plan local d'urbanisme de la commune de Cauvécourt. Pendant 31 jours consécutifs, du 13 juin au 19 juillet inclus, l'enquête sera ouverte au public, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. A l'issue de l'instruction, le Conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation de la révision du PLU de Cauvécourt. Il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet en vue de cette approbation.

Le Président.

Vie des sociétés

7159259401

VALENTIN ET ASSOCIÉS

SARL
Capital : 20 000 euros
Siège social : 15, rue Brény
14800 DEAUVILLE
788 836 328 RCS LISIEUX

AVIS

DÉMISSION GÉRANCE RÉDUCTION DE CAPITAL SOUS CONDITION SUSPENSIVE
Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 12 mai 2017, il a été constaté la démission de Mme Aurice SAVARY de son mandat de gérante, à compter du 28 février 2017.

Le ramener de 20 000 euros à 10 000 euros par voie de rachat en vue de leur annulation de 100 parts sociales, sous condition suspensive de l'absence d'opposition formée par les créanciers sociaux.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de Lisieux, et notamment afin de faire courir le délai d'opposition.
Pour avis
La Gérance.

7159460801

CAP JURIS

Société d'Avocats
Rue des Monts-Panneaux
14650 CARRIQUET

ADJ

SCi au capital de 1 000 euros
36, rue Bernardin-de-Saint-Pierre
LE HAVRE (Seine-Martinique)
RCS LE HAVRE 534 657 994

AVIS

Il résulte du procès-verbal du 16 mai 2017 que la dénomination sociale a été modifiée et que le siège social a été transféré à Trouville-sur-Mer (Calvados), 4, rue Notre-Dame à compter du 1er juin.
Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Dénomination sociale
Ancienne mention : HAL
Nouvelle mention : HAL
Siège social
Ancienne mention : Le Havre (Seine-Martinique), 36, rue Bernardin-de-Saint-Pierre
Nouvelle mention : Trouville-sur-Mer (Calvados), 4, rue Notre-Dame
Personne habilitée à engager la société :
Gérants : M. Hubert LANDEAU demeurant au Havre (Seine-Martinique), 103, rue Victor-Hugo, Mlle Angéline LANDEAU demeurant à Trouville-sur-Mer (Calvados), 1, rue de l'Ancler-Haro-aux-Huitiers.
La société sera immatriculée au RCS de Lisieux.

Pour avis:

7159925001

SYSTEME U CENTRALE REGIONALE NORD OUEST

Société anonyme coopérative de commerçants détaillants à capital variable
14, avenue de la Côte-de-Nacre
14054 CAEN Cedex 4, au plus tard
313 042 251 RCS CAEN

AVIS

Mmes et M. les associés de la société SYSTEME U CENTRALE REGIONALE NORD OUEST sont convoqués en assemblée générale mixte le lundi 12 juin 2017 à 11h 45 à l'adresse Van Gogh, 82, quai de la République, 75012 Paris à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:
DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
- Lecture du rapport du conseil d'administration sur les comptes sociaux et comptes consolidés
- Lecture du rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire
- Lecture des rapports des commissaires aux comptes
- Examen et approbation des comptes clos le 31 décembre 2016
- Affectation des résultats
- Quitus aux administrateurs
- Examen et approbation des conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce
- Ratification des adhésions et démissions d'associés
- Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Mathieu RIVIERE
- Démission de Mme Laurence CARPENTIER et de M. Gilles LAGAVE en qualité d'administrateur et nomination en qualité d'administrateur de M. Emmanuel DAUSSET et de M. Maxime SAGEAU.
DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
- Lecture du rapport du conseil d'administration
- Lecture du rapport du commissaire à la section désigné dans le cadre de l'appartenance d'actifs
- Approbation de l'appartenance de parts étrangères complètes et autonome d'actifs de soutien au développement commercial de la filiale des magasins associée au projet de la société SYSTEME U CENTRALE REGIONALE (l'« apport »)

Le Conseil d'Administration.

7159196301

FONCIERE GIGLAP

Société civile immobilière
au capital de 2 000 euros
Siège social : 82, boulevard Dunois
14000 CAEN

AVIS

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Caen du 30 avril 2017, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : société civile immobilière.
Dénomination sociale : FONCIERE GIGLAP
Siège social : 82, boulevard Dunois, 14000 Caen.

Objet social : achat de terrain, construction et gestion de tous biens immobiliers.
Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 2 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire.
Gérants : Hugues GIGLEUX et Hervé LAPOSTOLLE.

Causes relatives aux opérations de parts agérées requises dans tous les cas, agriement obtenu à l'unanimité des associés.
Immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Caen.

La Gérance.

Le Conseil d'Administration.

7159425501

MAXIMMO

Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social :
place Alexandre-Mauduit
14320 SAINT-ANDRE-SUR-ORNE

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Caen du 17 mai 2017, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : sociétés civiles immobilières.
Dénomination sociale : MAXIMMO.
Siège social : place Alexandre-Mauduit, 14320 Saint-André-sur-Orne.

Objet social : achat de tous biens immobiliers, gestion, location, administration.
Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire.
Gérances : Maxence BLIN.
Causes relatives aux opérations de parts agérées requises dans tous les cas, agriement obtenu à l'unanimité des associés.

Immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Caen.

La Gérance.

Le Conseil d'Administration.

7159458901

MC STUDIO

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 euros
Siège social : rue du Clos-Barbey,
14280 SAINT-CONTEST

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Caen du 17 mai 2017, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : sociétés à responsabilité limitée.
Dénomination sociale : MC STUDIO.
Siège social : rue du Clos-Barbey, 14280 Saint-Contest.

Objet social : cours de danse, location de salles.
Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 1 000 euros.
Gérance : Marion CHERRIERE.
Immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Caen.

Pour avis
La Gérance.

Le Conseil d'Administration.

Vente judiciaire

7159481001

CABINET AVL

Avocat au Barreau de CAEN
Représentée par Me Aurélie VIELPEAU
demeurant 19, avenue de l'Hippodrome - 14000 CAEN
Tél. 02 31 27 82 82 - Fax 02 31 27 82 83

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Au plus offrant et dernier enchérisseur d'un bien immobilier sis à :

HEROUVILLE-SAINT-CLAIR (14) 1, Impasse Isaac-Newton
Superficie loi Carrez 326,29 m²
Sur la mise à prix de 25 000 euros

Bâtiments loués.

Il sera procédé à la vente dudit bien aux enchères publiques le :

Jeudi 28 Juin 2017 à 14 h 00

au Tribunal de Grande Instance de CAEN, au Palais de Justice, 11, rue Du-

mont-d'Unville.

La visite aura lieu sur place le vendredi 6 Juin 2017 de 14 h 30 à 15 h 30 et sera assurée par la SCP COURIEULT-ELAIDOUNI, huissiers de justice à CAEN.

IMPORTANT : les frais faits pour parvenir à la vente seront payables par l'ad-

judicataire définitif en sus de prix, à l'expiration du délai de 10 jours, entre les

maîns et sur quittances de l'avocat poursuivant la vente.

Les enchères ne seront reçues que par ministère d'avocat et tout avocat exer-

çant au Barreau de CAEN pourra enchérir.

Avant de porter les enchères, l'avocat de l'enchérisseur doit se faire remettre

une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque de 3 000 euros, ré-

digé à l'ordre du compte séquestre Bâtiment CAEN.

Pour tous renseignements s'adresser au :

1 - Cabinet AVL, représentée par Me Aurélie VIELPEAU, avocat au Barreau de CAEN, 19, avenue de l'Hippodrome, 14000 CAEN. Tél. 02 31 27 82 82. Fax 02 31 27 82 83, respectivement au cahier des conditions de la vente.

2 - Greffe du Juge de l'exécution près du Tribunal de Grande Instance de CAEN, où il a été déposé le 17 février 2016.

FACILE PERTINENT PROCHE

ENFIN UN POUR VOS NOUVEAUX MARCHÉS PUBLICS...



CENTRALEDES MARCHÉS COM

Votre prochain marché est ici

FACILE Accès simple et rapide aux informations des
PERTINENT Sélection de marchés publics correspondant exactement à vos activités
PROCHE Assistance personnalisée pour définir ensemble vos critères de recherche

N° Grisjia 0 969 39 09 04 Du lundi au vendredi, 8h 30 - 17h 30 / 13h 30 - 18h 00